

RAPPORT D'ENGAGEMENT

Période: 01.01.2025 - 31.12.2025

PORTEFEUILLE(S)

NOM DU PORTEFEUILLE	COMPOSITION AU	NOMBRE DE SOCIÉTÉS	NOMBRE DE SOCIÉTÉS ENGAGÉES	ACTIFS SOUS GESTION ENGAGÉS
ABS-Anlageuniversum 2025	31.12.2025	267	80	30.0%
TOTAL 1				

CHIFFRES CLÉ D'ENGAGEMENT

80

SOCIÉTÉS ENGAGÉES
(SUR 267)

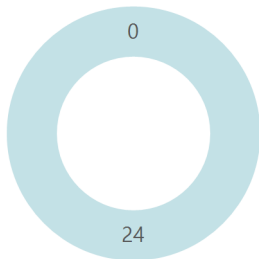
30%

ACTIFS SOUS GESTION ENGAGÉS

24

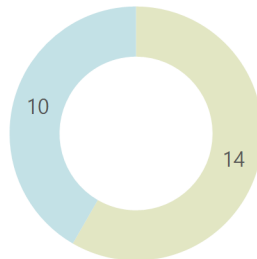
CAMPAGNES

CHIFFRES CLÉS DES CAMPAGNES CONCERNÉES



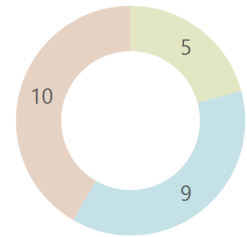
PONCTUEL VS RÉCURRENT

■ Punctuel ■ Récurrent



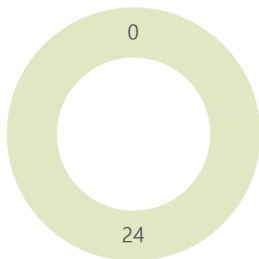
TYPE

■ Direct ■ Collectif



PILIER

■ Environnement ■ Social ■ Gouvernance



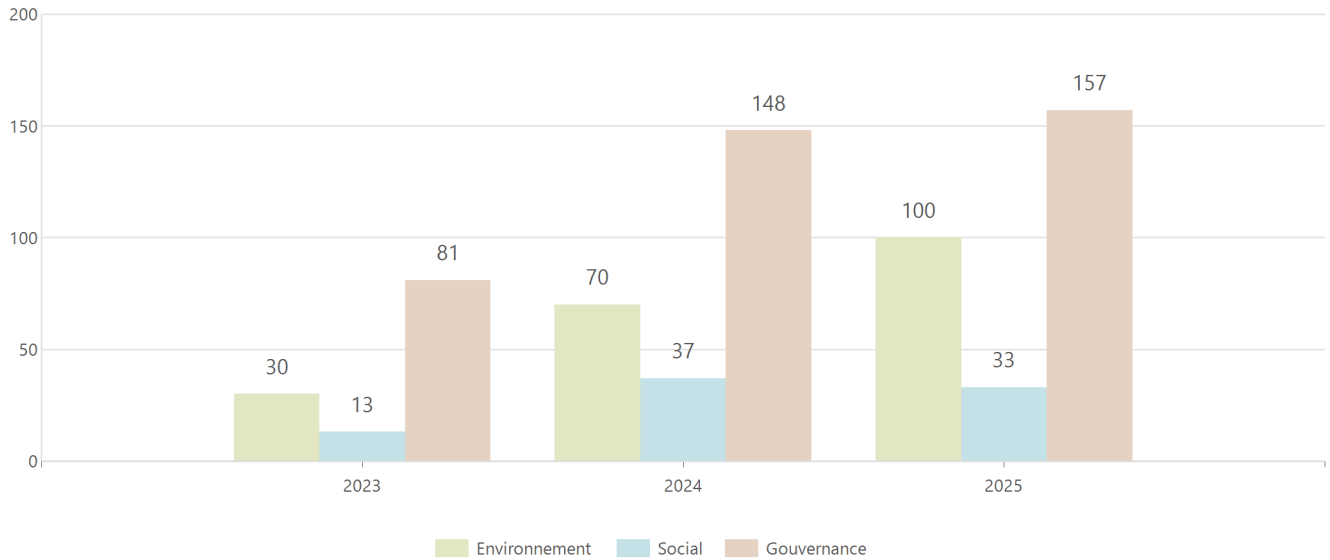
STATUT AU 31.12.2025

■ En cours ■ Terminée

APERÇU

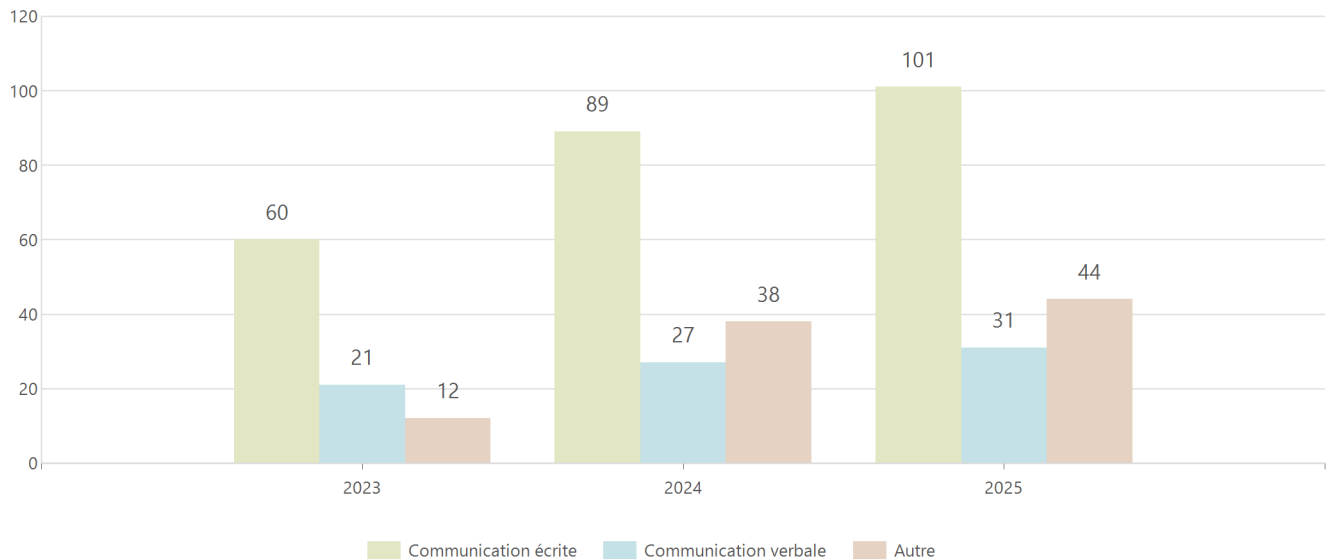
1. APERÇU

1.1 ACTIONS D'ENGAGEMENT PAR PILIER *



* Si une action d'engagement concerne plusieurs piliers, elle sera comptabilisée dans chaque pilier.

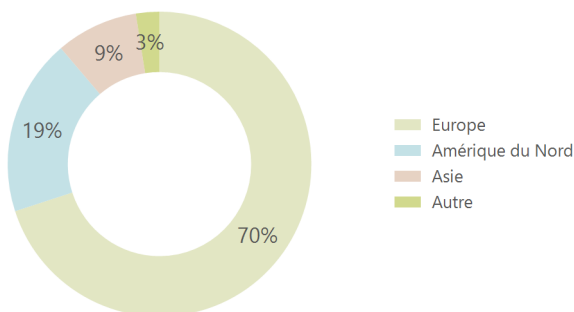
1.2 ACTIONS D'ENGAGEMENT PAR TYPE



1.3 RÉPARTITION DES ENTREPRISES ENGAGÉES PAR THÈME

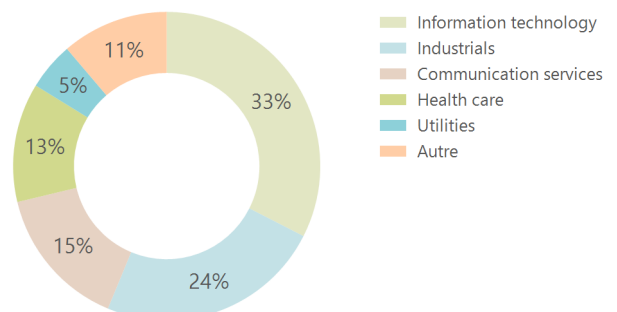
THÈME	NOMBRE DE SOCIÉTÉS ENGAGÉES		TOTAL	% FORTUNE
	DANS DES CAMPAGNES D'ETHOS	DANS DES CAMPAGNES D'ENGAGEMENT COLLECTIF		
Environnement			49	17.6 %
Changement climatique	39	9	48	17.2 %
Impact environnemental	1	10	11	3.9 %
Biodiversité	0	3	3	1.1 %
Social			73	26.2 %
Respect des droits humains	38	35	73	26.2 %
Droits du travail	38	15	53	19.0 %
Santé & sécurité	38	1	39	14.0 %
Gouvernance			72	25.8 %
Ethique des affaires	38	27	65	23.3 %
Disponibilité des politiques ESG	38	7	45	16.1 %
Rémunération	41	0	41	14.7 %
Responsabilité numérique	14	27	41	14.7 %
Reporting ES	39	1	40	14.3 %
Composition et fonctionnement du CA	39	0	39	14.0 %
Responsabilité fiscale	38	0	38	13.6 %
Stratégie de durabilité	38	0	38	13.6 %
Diversité	38	0	38	13.6 %
Code de conduite	38	0	38	13.6 %
Droits des actionnaires	1	7	8	2.9 %
Lobbying	1	0	1	0.4 %

1.4 RÉPARTITION DES ENTREPRISES ENGAGÉES PAR LIEU D'IMPLANTATION



PAYS	NOMBRE	%
Europe	56	70.0%
Suisse	38	47.5%
Angleterre	7	8.8%
France	4	5.0%
Allemagne	3	3.8%

1.5 RÉPARTITION SECTORIELLE DES SOCIÉTÉS CIBLÉES



SECTEUR	NOMBRE	%
Information technology	26	32.5%
Semiconductors & semiconductor equipment	13	16.3%
Technology hardware & equipment	7	8.8%
Software & services	6	7.5%

PAYS	NOMBRE	%
Norvège	2	2.5%
Italie	1	1.3%
Pays-Bas	1	1.3%
Amérique du Nord	15	18.8%
Etats-Unis	12	15.0%
Canada	3	3.8%
Asie	7	8.8%
Chine	2	2.5%
Corée du Sud	2	2.5%
Inde	1	1.3%
Japon	1	1.3%
Taiwan	1	1.3%
Océanie	1	1.3%
Australie	1	1.3%
Amérique Latine & Les Caraïbes	1	1.3%
Mexique	1	1.3%
TOTAL	80	100%

SECTEUR	NOMBRE	%
Industrials	19	23.8%
Capital goods	17	21.3%
Commercial & professional services	2	2.5%
Communication services	12	15.0%
Telecommunication services	9	11.3%
Media & entertainment	3	3.8%
Health care	10	12.5%
Health care equipment & services	9	11.3%
Pharmaceuticals, biotechnology & life sciences	1	1.3%
Utilities	4	5.0%
Utilities	4	5.0%
Consumer discretionary	3	3.8%
Consumer Discretionary Distribution & Retail	1	1.3%
Consumer durables & apparel	1	1.3%
Consumer services	1	1.3%
Materials	3	3.8%
Materials	3	3.8%
Consumer staples	2	2.5%
Consumer Staples Distribution & Retail	1	1.3%
Food, beverage & tobacco	1	1.3%
Real estate	1	1.3%
Real Estate Management & Development	1	1.3%
TOTAL	80	100%



PILIERS D'ENGAGEMENT

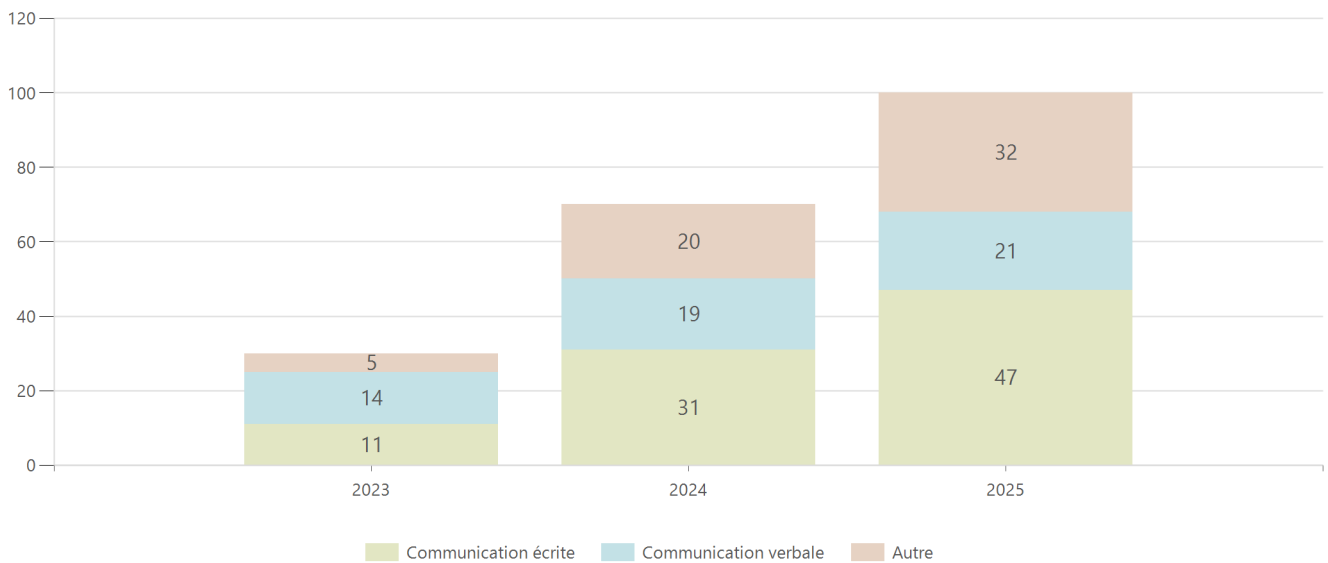
2. ENVIRONNEMENT

2.1 APERÇU DES CAMPAGNES CONCERNÉES

NOM DE LA CAMPAGNE	NOMBRE DE SOCIÉTÉS		CAMPAGNE SIGNÉE LE
	DANS LE(S) PORTEFEUILLE(S)	TOTAL	
Objectifs climatiques basés sur la science des sociétés suisses	16	50	07.02.2025
Stratégie et gestion des risques liés au changement climatique des entreprises suisses	38	150	01.01.2025
Stratégies net zéro crédibles	1	10	01.01.2025
Valuing Water Finance Initiative	2	67	01.01.2025
Vote sur le climat dans les entreprises britanniques	7	95	01.01.2025
TOTAL 5			

Les campagnes lancées par Ethos sont en gras.

2.2 ACTIONS D'ENGAGEMENT AVEC LES SOCIÉTÉS DU PORTEFEUILLE DANS LES THÈMES ENVIRONNEMENT *



* Vous trouverez en annexe 6 le mapping des thèmes vers les piliers habituels "Environnement", "Social" et "Gouvernance" ainsi que celui des types d'action vers les catégories "Communication écrite", "Communication verbale" et "Autre".

2.3 DÉTAILS DES CAMPAGNES CONCERNÉES

OBJECTIFS CLIMATIQUES BASÉS SUR LA SCIENCE DES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 13 : Lutte contre le changement climatique

PRINCIPES UNGC

Principe 7 : approche de précaution face aux défis environnementaux

Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale

Principe 9 : promotion de technologies respectueuses de l'environnement

RÉSUMÉ

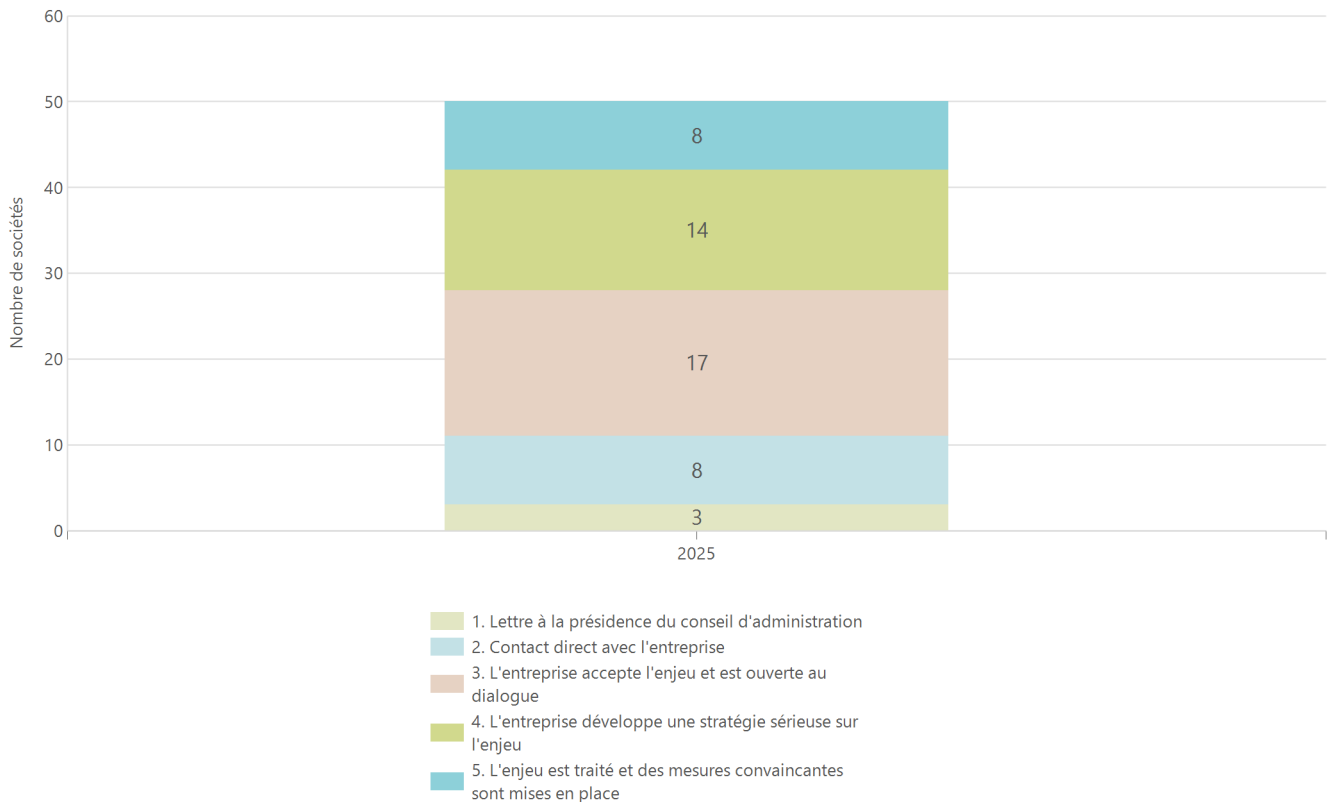
La formulation d'objectifs basés sur des données scientifiques est une mesure fondamentale pour toute entreprise qui développe une stratégie climatique ambitieuse.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- Ethos a mené des dialogues avec des entreprises suisses sélectionnées sur la définition d'objectifs climatiques fondés sur la science.
- Zehnder Group a reçu en mai 2025 la confirmation de la SBTi pour ses objectifs de réduction des émissions à court et long terme, compatibles avec l'objectif de 1,5 °C. L'entreprise vise la neutralité carbone d'ici 2050 et sa trajectoire de réduction a également été validée par la SBTi.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



STRATÉGIE ET GESTION DES RISQUES LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DES ENTREPRISES SUISSES

SDG

SDG 13 : Lutte contre le changement climatique

PRINCIPES UNGC

Principe 7 : approche de précaution face aux défis environnementaux

Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale

Principe 9 : promotion de technologies respectueuses de l'environnement

RÉSUMÉ

La mise en œuvre de l'Accord de Paris pour contenir le réchauffement en dessous de 2° par rapport à la période préindustrielle exerce une pression particulière sur le secteur privé, notamment sur les investisseurs et les entreprises. L'engagement d'Ethos se concentre sur les aspects suivants :

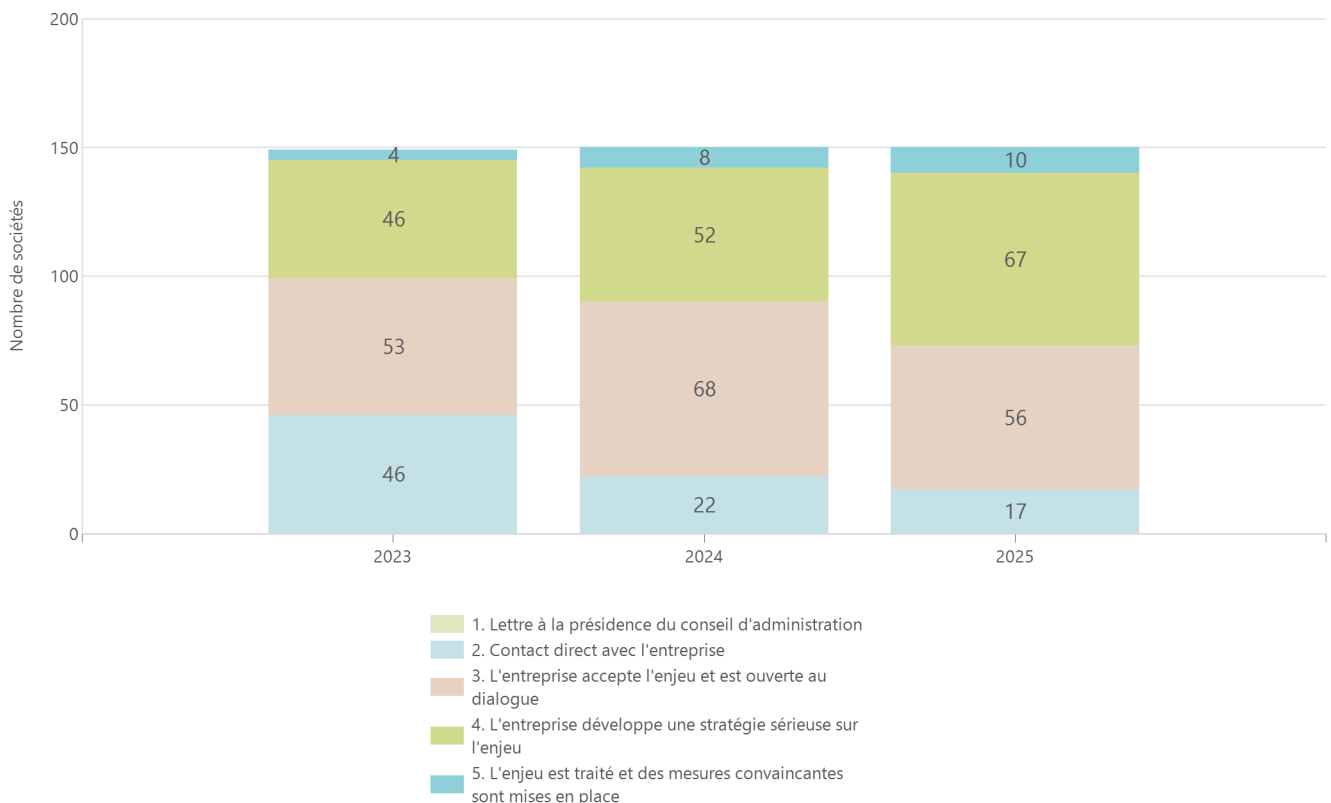
- Stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'ensemble de la chaîne de valeur et gestion des risques en matière de changement climatique
- Prise en compte du changement climatique dans les activités de financement (banque) et d'assurance
- Transparence en matière d'émissions de GES, de mesures de réduction prises, de progrès réalisés et des actions prévues pour l'avenir
- Vote sur la stratégie climatique des plus grands émetteurs de GES (« Say on Climate »)

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 119 entreprises ont effectué une analyse de scénarios climatiques (contre 65 l'année précédente).
- 97 % des entreprises publient tout ou partie de leurs émissions de GES.
- 47 entreprises disposent d'objectifs climatiques approuvés par la SBTi.
- Malgré la remise en question du changement climatique par l'administration américaine, des progrès réjouissants sont constatés auprès des entreprises suisses. Le nombre d'entreprises disposant d'objectifs climatiques approuvés par la SBTi est en forte hausse par rapport à 2024.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



STRATÉGIES NET ZÉRO CRÉDIBLES

SDG

SDG 7 : Energie propre et d'un coût abordable
SDG 13 : Lutte contre le changement climatique

PRINCIPES UNGC

Principe 7 : approche de précaution face aux défis environnementaux
Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale
Principe 9 : promotion de technologies respectueuses de l'environnement

RÉSUMÉ

Campagne d'engagement par Ethos pour inciter plusieurs entreprises à adopter des stratégies net zéro crédibles. Cette campagne contribue ainsi à la décarbonisation des industries à forte intensité de carbone et à la réduction des risques liés au climat auxquels sont confrontés les investisseurs institutionnels.

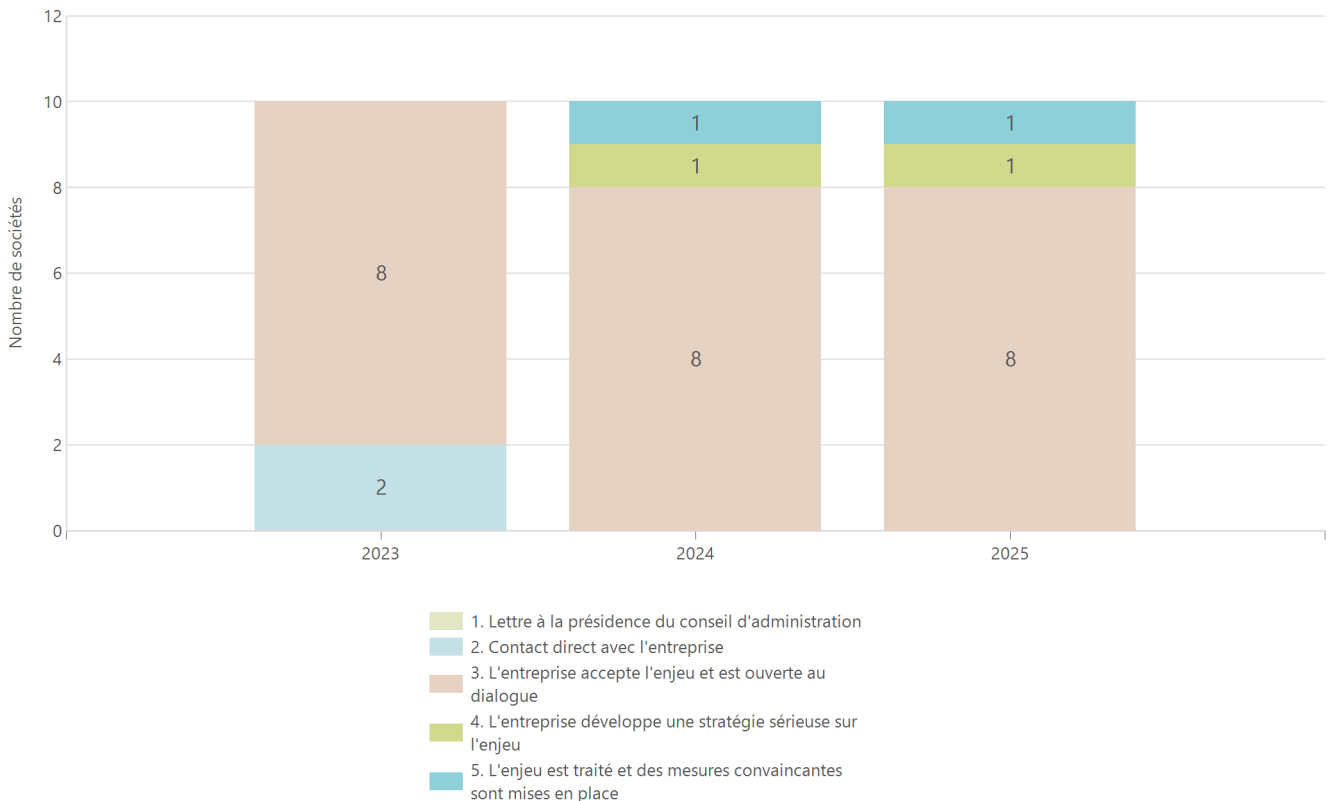
APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

Ethos a poursuivi son dialogue avec plusieurs entreprises du secteur pétrolier et gazier ainsi que d'autres secteurs, afin de promouvoir des stratégies crédibles de neutralité carbone et des mesures de protection du climat. En 2025, les thèmes suivants ont été au coeur des travaux :

- Exiger davantage de transparence sur les plans de décarbonisation et la publication de plans de transition détaillés, incluant les principaux leviers de réduction des émissions et les dépenses d'investissement associées.
- Collaboration avec d'autres investisseurs institutionnels afin de formuler des attentes claires concernant les pratiques de lobbying et l'alignement de la stratégie d'entreprise sur les objectifs climatiques.
- Reconnaissance des évolutions positives : Fortum a été retiré avec succès de la campagne en raison de progrès significatifs et de sa faible intensité carbone. Nvidia a obtenu la certification SBTi pour ses objectifs de réduction des émissions.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



VALUING WATER FINANCE INITIATIVE

SDG

SDG 6 : Eau propre et assainissement
SDG 12 : Consommation et production responsables
SDG 14 : Vie aquatique

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 7 : approche de précaution face aux défis environnementaux
Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale
Principe 9 : promotion de technologies respectueuses de l'environnement

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par Ceres lance une initiative visant à engager le dialogue avec les principales entreprises utilisatrices et pollueuses d'eau afin de mieux valoriser l'eau, la considérer en tant que risque financier et de provoquer les changements nécessaires pour protéger les installations hydrauliques.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

Dans le cadre de la Valuing Water Finance Initiative, la dernière évaluation a montré que:

- Depuis la dernière évaluation, le score de 48 entreprises s'est amélioré grâce à une transparence accrue, souvent par le biais de rapports conformes à la directive CSRD.
- Chez 20 entreprises, l'évaluation s'est temporairement dégradée, celles-ci étant en train de mettre à jour leurs stratégies en matière d'eau et de redéfinir leurs objectifs à mi-parcours vers 2030.

VOTE SUR LE CLIMAT DANS LES ENTREPRISES BRITANNIQUES

SDG

SDG 13 : Lutte contre le changement climatique

PRINCIPES UNGC

Principe 7 : approche de précaution face aux défis environnementaux

Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale

Principe 9 : promotion de technologies respectueuses de l'environnement

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par CCLA Investment Management et le « Local Authority Pension Fund Forum » (LAPFF) va inciter 35 entreprises britanniques à fortes émissions de carbone à soumettre leurs plans de transition à l'approbation des actionnaires lors de leurs assemblées générales annuelles de 2024.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 70 entreprises ont répondu, ce qui a fait augmenter le taux de réponse à 74 % (contre 64 % en 2024).
- Dix entreprises se sont engagées à soumettre leurs plans de transition au vote de leur actionariat lors de l'assemblée générale 2025 (contre deux en 2024).

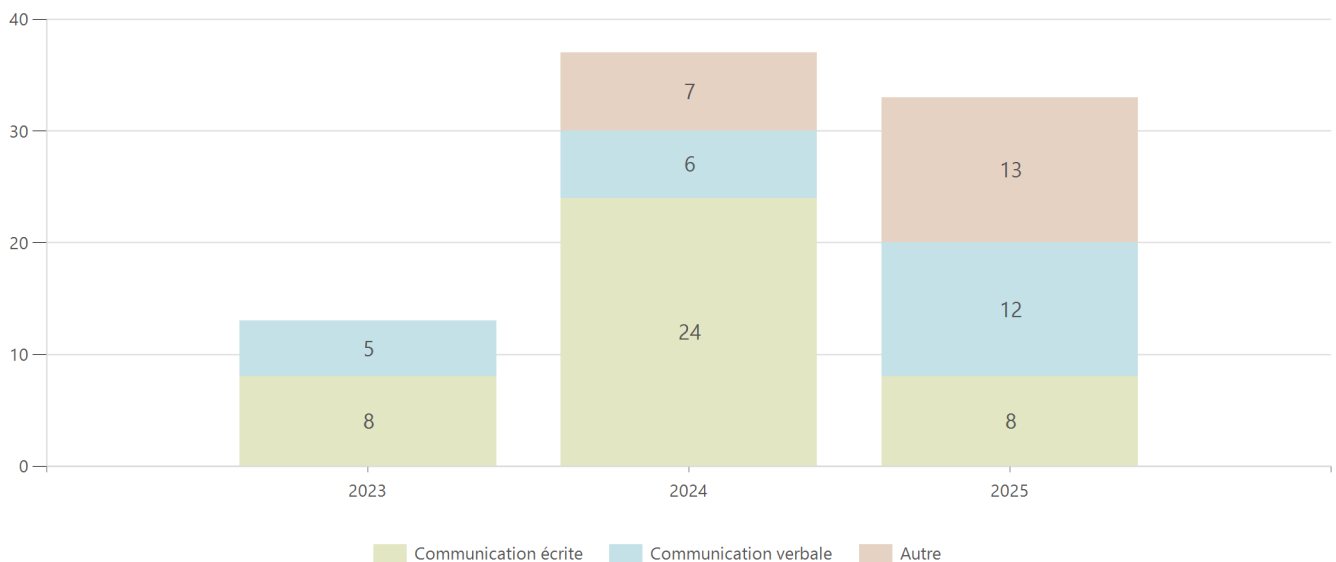
3. SOCIAL

3.1 APERÇU DES CAMPAGNES CONCERNÉES

NOM DE LA CAMPAGNE	NOMBRE DE SOCIÉTÉS		CAMPAGNE SIGNÉE LE
	DANS LE(S) PORTEFEUILLE(S)	TOTAL	
Améliorer les résultats du Corporate Human Rights Benchmark (CHRB)	11	236	01.01.2025
Clean Air Initiative	1	39	17.04.2025
Collaboration des investisseurs sur les entreprises TIC et les droits humains	1	7	01.01.2025
Conditions de travail et respect des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement des sociétés suisses	38	150	01.01.2025
Engagement collectif pour l'inclusion numérique	29	191	01.01.2025
Engagement des investisseurs auprès des réseaux sociaux et des entreprises de télécommunication concernant les droits numériques.	5	26	01.01.2025
Engagement des investisseurs sur les entreprises TIC et la santé mentale	1	15	01.01.2025
Groupe d'engagement des investisseurs - Région autonome Ouïgoure du Xinjiang	7	81	01.01.2025
KnowTheChain	10	165	01.01.2025
TOTAL 9			

Les campagnes lancées par Ethos sont en gras.

3.2 ACTIONS D'ENGAGEMENT AVEC LES SOCIÉTÉS DU PORTEFEUILLE DANS LES THÈMES SOCIAL *



* Vous trouverez en annexe 6 le mapping des thèmes vers les piliers habituels "Environnement", "Social" et "Gouvernance" ainsi que celui des types d'action vers les catégories "Communication écrite", "Communication verbale" et "Autre".

3.3 DÉTAILS DES CAMPAGNES CONCERNÉES

AMÉLIORER LES RÉSULTATS DU CORPORATE HUMAN RIGHTS BENCHMARK (CHRB)

SDG

SDG 5 : Egalité entre les sexes
SDG 8 : Travail décent et croissance économique
SDG 10 : Inégalités réduites
SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme
Principe 3 : liberté d'association et droit de négociation collective
Principe 4 : abolition du travail forcé
Principe 5 : abolition du travail des enfants

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par l'organisation « Investor Alliance for Human Rights » (IAHR) a envoyé une lettre à 95 entreprises mal notées comme par le Corporate Human Rights Benchmark (CHRB), leur demandant d'améliorer leur performance.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

Les investisseurs, qui se sont coordonnés par visioconférences et échanges de courriels, se sont répartis les rôles pour dialoguer avec les entreprises évaluées par le nouveau classement du « Corporate Human Rights Benchmark » publié début 2026. Ethos s'engagera directement et activement auprès d'une entreprise sélectionnée en 2026 afin d'améliorer ses performances en matière de protection des droits humains et du capital humain.

CLEAN AIR INITIATIVE

SDG

SDG 3 : Bonne santé et bien-être
SDG 11 : Villes et communautés durables
SDG 13 : Lutte contre le changement climatique

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme
Principe 7 : approche de précaution face aux défis environnementaux
Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale
Principe 9 : promotion de technologies respectueuses de l'environnement

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonné par le « Clean Air Fund » et ShareAction, lancera une campagne visant à lutter contre la pollution de l'air en mobilisant l'influence des investisseurs institutionnels afin d'inciter les entreprises internationales à gérer et à réduire leurs émissions polluantes atmosphériques.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- Dans le cadre de la campagne Clean Air Initiative, Ethos a mené des dialogues avec des entreprises du secteur des transports sur la réduction de la pollution atmosphérique.
- La plupart des entreprises se sont montrées ouvertes au dialogue.
- Les activités d'engagement se poursuivront activement en 2026.

COLLABORATION DES INVESTISSEURS SUR LES ENTREPRISES TIC ET LES DROITS HUMAINS

SDG

SDG 9 : Industrie, innovation et infrastructure
SDG 10 : Inégalités réduites
SDG 12 : Consommation et production responsables

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par le Conseil d'éthique de Suède va lancer une campagne d'engagement auprès des entreprises technologiques pour les inciter à atténuer les risques et les impacts liés aux droits de l'homme et à la société dans le cadre de leurs activités.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

Le dialogue s'est poursuivi avec les entreprises visées, qui se sont généralement montrées davantage réservées quant à l'engagement avec leurs investisseurs. Le classement « Ranking Digital Rights 2025 – Big Tech Edition » de la WBA montre une légère amélioration des scores, mais un recul de la transparence et des lacunes persistantes sur les droits humains, notamment concernant l'utilisation des données, les algorithmes et la modération des contenus.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET RESPECT DES DROITS HUMAINS DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT DES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 8 : Travail décent et croissance économique
SDG 10 : Inégalités réduites
SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme
Principe 3 : liberté d'association et droit de négociation collective
Principe 4 : abolition du travail forcé
Principe 5 : abolition du travail des enfants
Principe 6 : élimination de toute discrimination en matière d'emploi
Principe 10 : lutte contre la corruption

RÉSUMÉ

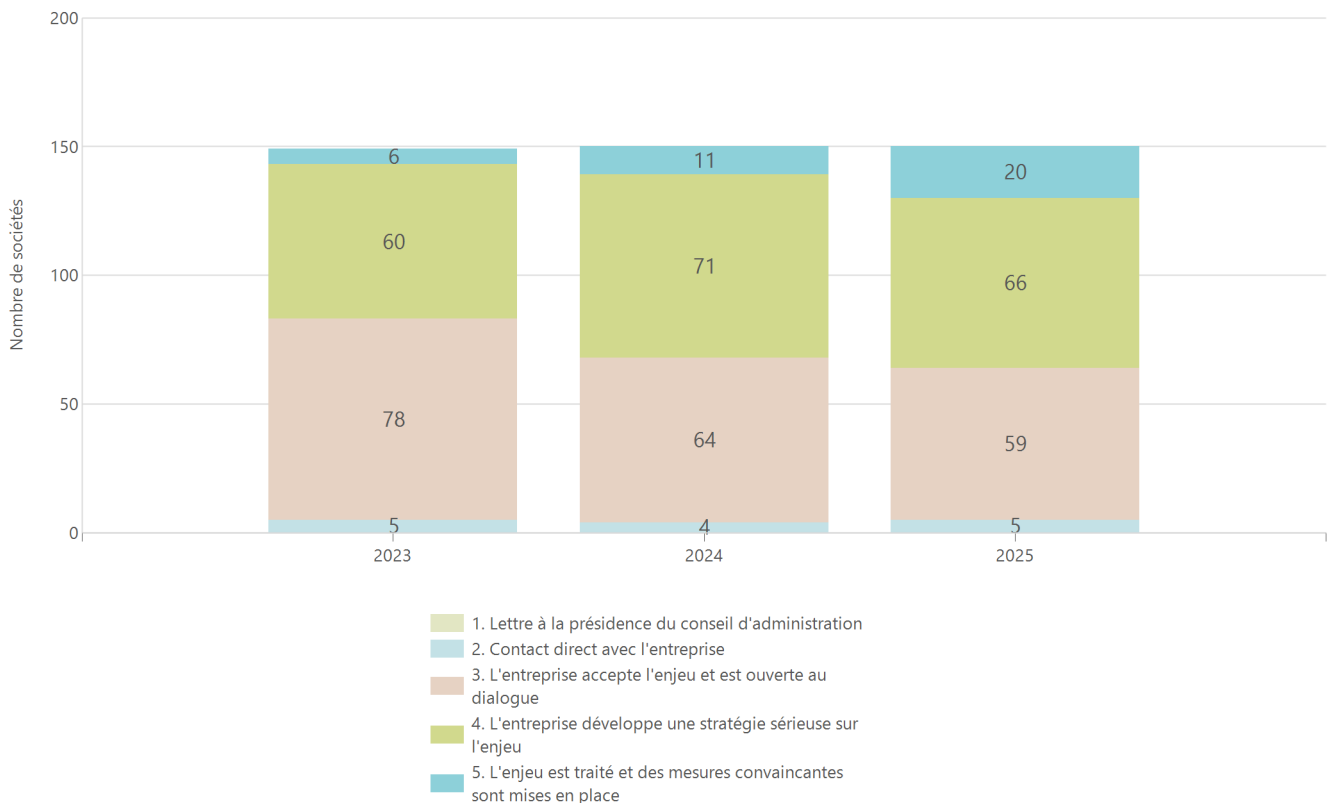
Les entreprises doivent adopter et mettre en œuvre un code de conduite spécifique aux fournisseurs couvrant les droits humains et les conditions de travail ainsi qu'effectuer des audits réguliers et transparents, avec publication des résultats et mesures coercitives.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 90 % des entreprises publient des indicateurs sur la santé et la sécurité.
- 97 entreprises ont publié un code de conduite destiné aux fournisseurs.
- 44 % des entreprises hors du secteur financier ont fixé des objectifs quantitatifs liés à la santé et à la sécurité.
- Ethos attend des mesures proactives, y compris dans la chaîne de valeur. Il est encourageant de constater que plus de deux tiers des entreprises proposent des formations à leurs fournisseurs.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



ENGAGEMENT COLLECTIF POUR L'INCLUSION NUMÉRIQUE

SDG

SDG 8 : Travail décent et croissance économique
SDG 9 : Industrie, innovation et infrastructure
SDG 10 : Inégalités réduites
SDG 12 : Consommation et production responsables

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par le « World Benchmarking Alliance » (WBA) a envoyé une déclaration d'investisseurs à 150 entreprises du secteur des technologies numériques pour les inciter à s'engager publiquement en faveur d'un usage éthique de l'intelligence artificielle.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 52 entreprises ont répondu aux investisseurs et 31 ont accepté d'avoir au moins une visioconférence sur le sujet.
- 77 des 200 entreprises ciblées disposent désormais de principes pour l'utilisation éthique de l'IA (contre 71 en 2024).

ENGAGEMENT DES INVESTISSEURS AUPRÈS DES RÉSEAUX SOCIAUX ET DES ENTREPRISES DE TÉLÉCOMMUNICATION CONCERNANT LES DROITS NUMÉRIQUES.

SDG

SDG 9 : Industrie, innovation et infrastructure

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme

Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par l'«Investor Alliance for Human Rights» (IAHR) va enjoindre plus de 25 réseaux sociaux et entreprises de télécommunications à adopter et à mettre en œuvre des politiques et des processus qui respectent les droits numériques des utilisateurs et utilisatrices.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- Cette année, Ranking Digital Rights (RDR) a fêté ses dix années d'existence.
- En avril, RDR a publié l'indice 2025 ainsi que les tableaux de bord des 14 entreprises analysées.
- L'indice montre que les grandes entreprises technologiques américaines progressent lentement en matière de droits humains.
- Microsoft obtient le score le plus élevé avec 50 %, suivi par Alphabet (49 %) et Meta (47 %).
- Apple occupe la quatrième place (44 %), tandis qu'Amazon et VK (27 %) se partagent la dernière place.

ENGAGEMENT DES INVESTISSEURS SUR LES ENTREPRISES TIC ET LA SANTÉ MENTALE

SDG

SDG 3 : Bonne santé et bien-être

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme

Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par Sycomore Asset Management et AXA Investment Managers lancera une campagne d'engagement auprès des entreprises du secteur de la technologie pour les inciter à atténuer les impacts négatifs potentiels des technologies liées à leurs activités.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

Au sein de cette campagne sur la santé mentale et le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), le dialogue s'est poursuivi, en se concentrant sur l'évaluation des outils de bien-être numérique, les mécanismes de vérification de l'âge et la transparence des plateformes.

GROUPE D'ENGAGEMENT DES INVESTISSEURS - RÉGION AUTONOME OÏGOURE DU XINJIANG

SDG

SDG 8 : Travail décent et croissance économique
SDG 10 : Inégalités réduites

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme
Principe 3 : liberté d'association et droit de négociation collective
Principe 4 : abolition du travail forcé

RÉSUMÉ

L'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonné par le Interfaith Center on Corporate Responsibility (ICCR) et Rathbone Investment Management ont envoyé des lettres aux entreprises exposées au risque de travail forcé dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, leur demandant de revoir leurs chaînes d'approvisionnement dans la région.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

Bien que des efforts significatifs aient été entrepris par les investisseurs et les entreprises en matière de travail forcé, deux rapports influents publiés en 2025 montrent que le problème demeure majeur. Une enquête du Bureau of Investigative Journalism a documenté le lien de plus de 100 marques internationales avec le travail forcé. Un autre rapport intitulé « Risk at the Source » a documenté l'omniprésence du travail forcé systémique dans les filières de minéraux critiques, essentiels à la transition énergétique et technologique.

KNOWTHECHAIN

SDG

SDG 8 : Travail décent et croissance économique
SDG 10 : Inégalités réduites

PRINCIPES UNGC

Principe 4 : abolition du travail forcé
Principe 5 : abolition du travail des enfants
Principe 6 : élimination de toute discrimination en matière d'emploi

RÉSUMÉ

KnowTheChain (KTC) est un partenariat établi par les ONG Humanity United, le Business & Human Rights Resource Center, Verité ainsi que le consultant Sustainalytics. Ce partenariat vise à promouvoir des chaînes d'approvisionnement transparentes et responsables en comparant les pratiques des différentes entreprises. En identifiant les meilleures pratiques en matière de gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, le partenariat espère qu'à terme elles seront adoptées par le plus grand nombre de sociétés.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- En avril, KnowTheChain a publié la nouvelle évaluation pour le secteur des technologies de l'information et de la communication.
- Celui-ci montre des progrès en matière de directives et de gouvernance, mais aussi des lacunes importantes dans la mise en œuvre des obligations de diligence en matière de droits humains.
- Le score moyen de l'évaluation est de 20/100 points.
- Seules trois entreprises obtiennent plus de 50 points : Samsung (61), Hewlett Packard Enterprise (53) et Cisco (51). La publication du nouveau benchmark KTC pour le secteur de l'habillement est attendue pour 2026.

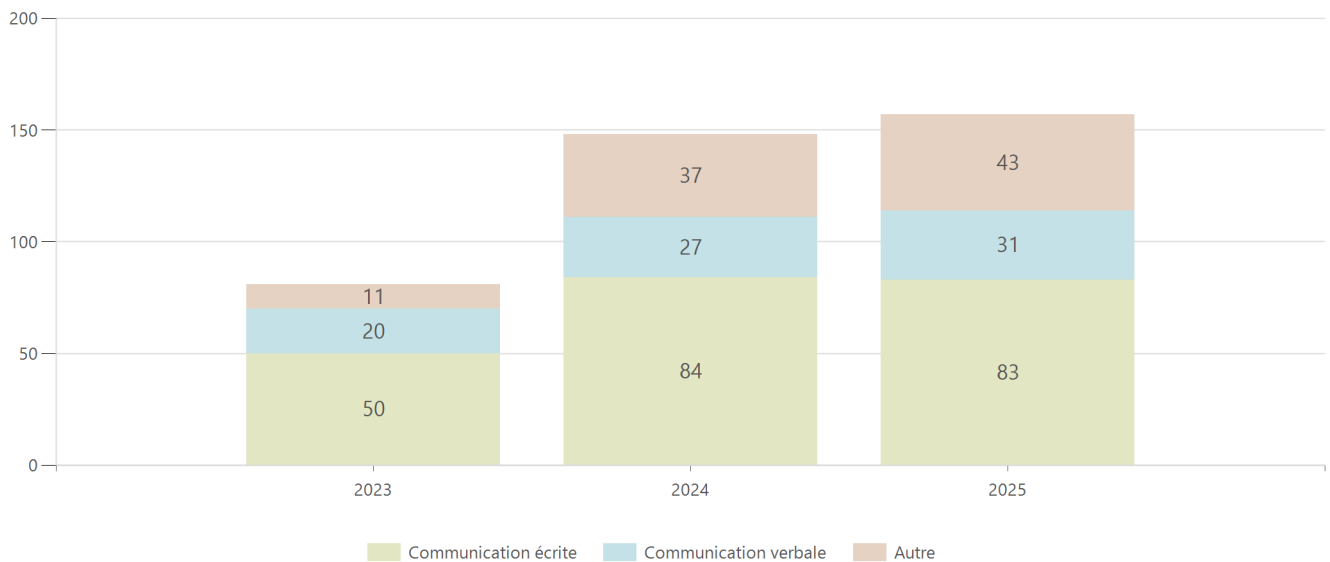
4. GOUVERNANCE

4.1 APERÇU DES CAMPAGNES CONCERNÉES

NOM DE LA CAMPAGNE	NOMBRE DE SOCIÉTÉS		CAMPAGNE SIGNÉE LE
	DANS LE(S) PORTEFEUILLE(S)	TOTAL	
Composition et fonctionnement du Conseil d'administration des sociétés suisses	38	150	01.01.2025
Diversité des genres au sein des conseils d'administration des sociétés suisses	16	58	07.02.2025
Indépendance des conseils d'administration des sociétés suisses	13	35	07.02.2025
Rémunération responsable	2	6	01.01.2025
Rémunérations des instances dirigeantes des sociétés suisses	38	150	01.01.2025
Reporting environnemental et social des sociétés suisses	38	150	01.01.2025
Responsabilité fiscale des sociétés suisses	38	150	01.01.2025
Responsabilité numérique des entreprises suisses	14	49	01.01.2025
Séparation des fonctions des présidences des directions générales et des conseils d'administration dans les sociétés suisses	1	5	07.02.2025
TOTAL 9			

Les campagnes lancées par Ethos sont en gras.

4.2 ACTIONS D'ENGAGEMENT AVEC LES SOCIÉTÉS DU PORTEFEUILLE DANS LES THÈMES GOUVERNANCE *



* Vous trouverez en annexe 6 le mapping des thèmes vers les piliers habituels "Environnement", "Social" et "Gouvernance" ainsi que celui des types d'action vers les catégories "Communication écrite", "Communication verbale" et "Autre".

4.3 DÉTAILS DES CAMPAGNES CONCERNÉES

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 10 : lutte contre la corruption

RÉSUMÉ

En tant qu'organe suprême d'une société, le conseil d'administration est élu par les actionnaires qui placent une grande importance à sa composition. Les compétences, l'indépendance, la diversité et la disponibilité des membres du conseil d'administration sont des questions prioritaires. Ethos engage le dialogue avec l'ensemble des sociétés suisses sur ces thématiques depuis 2005.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 63 % des conseils d'administration comprennent plus de 30 % de femmes.
- 70 % des conseils d'administration comptent plus de 50 % de membres indépendants.
- 84 % des membres des conseils d'administration sont âgés de 50 à 70 ans.
- L'évolution de l'indépendance des comités clés a également été positive au cours des dernières années.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



DIVERSITÉ DES GENRES AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 5 : Egalité entre les sexes

SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 10 : lutte contre la corruption

RÉSUMÉ

Selon l'article 734f du Code des obligations, chaque conseil d'administration doit compter au moins 30% de femmes.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- Ethos a mené des dialogues avec des entreprises suisses sélectionnées afin de promouvoir une meilleure diversité de genre au sein des conseils d'administration.
- Calida a atteint l'objectif de 30 % de femmes au conseil d'administration lors de l'assemblée générale 2025, avec désormais deux femmes sur cinq membres (40 %).
- Pour une autre entreprise du secteur industriel, la justification de non-atteinte du seuil de 30 % a été jugée insuffisante.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



- 1. Lettre à la présidence du conseil d'administration
- 2. Contact direct avec l'entreprise
- 3. L'entreprise accepte l'enjeu et est ouverte au dialogue
- 4. L'entreprise développe une stratégie sérieuse sur l'enjeu
- 5. L'enjeu est traité et des mesures convaincantes sont mises en place

INDÉPENDANCE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 10 : lutte contre la corruption

RÉSUMÉ

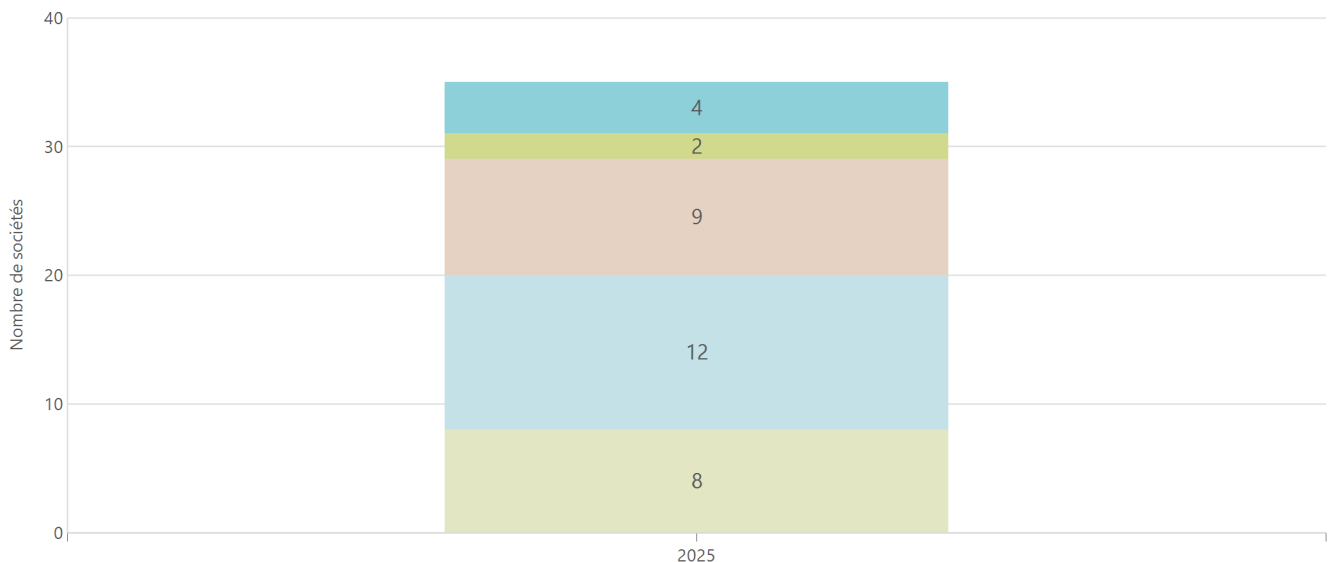
Ethos considère qu'un conseil d'administration devrait comporter au moins 50% de membres indépendants afin de garantir une objectivité et la juste représentation des intérêts des actionnaires minoritaires lors des prises de décisions.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- Ethos a mené des dialogues avec des entreprises suisses sélectionnées sur l'indépendance du conseil d'administration.
- Clariant a annoncé une restructuration qui réduira le conseil d'administration à huit membres et portera le taux d'indépendance à 62 % dès l'assemblée générale 2026.
- Ethos entend poursuivre le dialogue avec d'autres entreprises en 2026 et suivre de près la planification de la succession des conseils d'administration.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



- 1. Lettre à la présidence du conseil d'administration
- 2. Contact direct avec l'entreprise
- 3. L'entreprise accepte l'enjeu et est ouverte au dialogue
- 4. L'entreprise développe une stratégie sérieuse sur l'enjeu
- 5. L'enjeu est traité et des mesures convaincantes sont mises en place

RÉMUNÉRATION RESPONSABLE

SDG

SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale

RÉSUMÉ

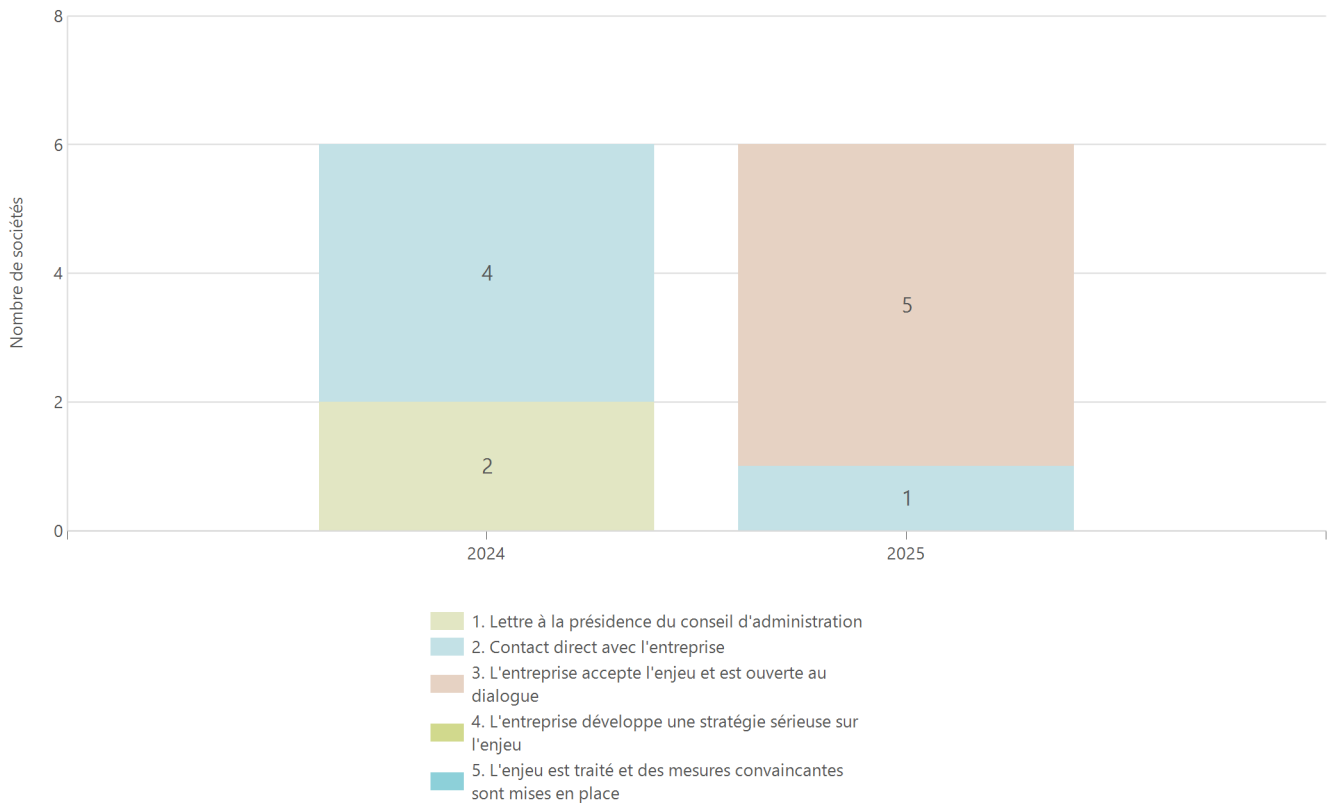
Campagne d'engagement d'Ethos pour inciter plusieurs entreprises à adopter des pratiques de rémunération responsables. Elle contribue ainsi à un meilleur alignement des intérêts des actionnaires et des dirigeants.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- En 2025, Ethos a poursuivi les dialogues avec les entreprises ciblées concernant leurs pratiques de rémunération des dirigeants.
- L'accent a été mis sur la promotion d'indicateurs de performance relatifs, l'intégration de critères ESG dans la rémunération variable, des périodes de détention minimales pour les attributions d'actions, ainsi qu'une plus grande transparence et la divulgation des objectifs de performance.
- Renault a revu sa politique de rémunération à l'occasion de la prise de fonction d'un nouveau CEO et a réduit la rémunération totale.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



RÉMUNÉRATIONS DES INSTANCES DIRIGEANTES DES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 8 : Travail décent et croissance économique

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme

RÉSUMÉ

La structure de rémunération des instances dirigeantes et la transparence des rapports de rémunération reste un thème prioritaire de dialogue. Les compétences des actionnaires des sociétés suisses en matière d'approbation des rémunérations sont importantes depuis l'entrée en vigueur de l'initiative Minder. Si cela n'a pas forcément conduit à une réduction des rémunérations des dirigeants, on constate un meilleur contrôle exercé par les actionnaires ce qui évite des excès, améliore la transparence et la structure des rémunérations.

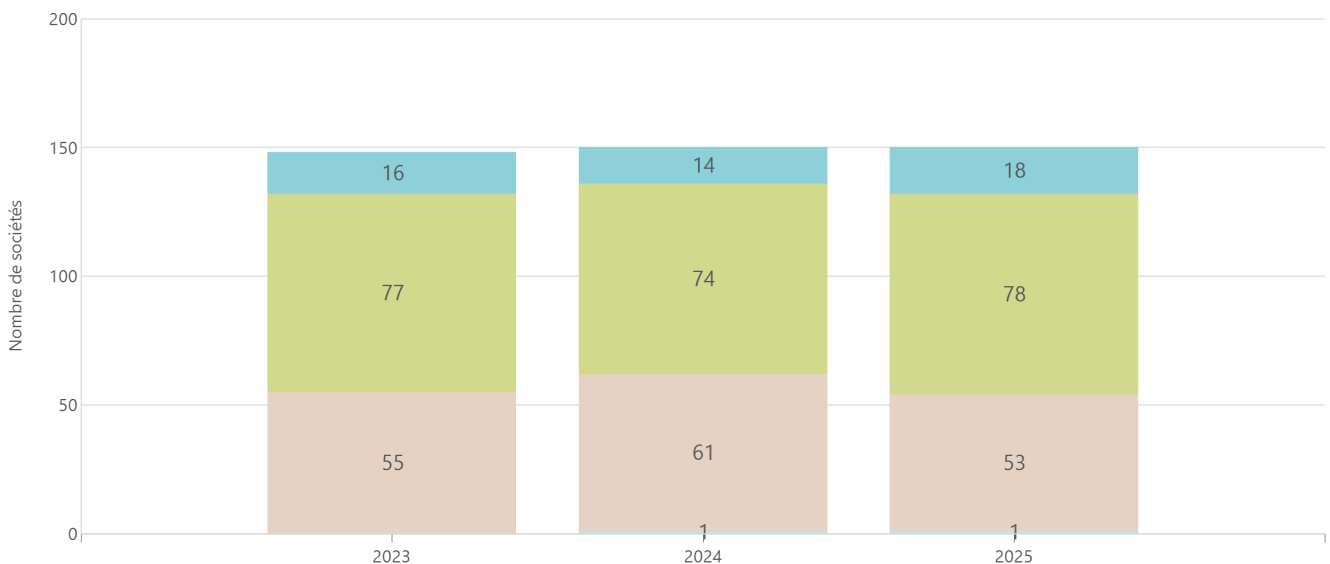
Au vu de la latitude d'interprétation laissée par la législation suisse sur la manière de soumettre les montants de rémunérations des dirigeants aux actionnaires, et malgré un dialogue intensif depuis plusieurs années, on observe toujours une grande diversité dans les solutions proposées concernant les modalités de vote des rémunérations et les montants demandés. Ceci est également le cas pour la transparence des rapports de rémunération qui varie significativement d'une société à l'autre.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 78 % des entreprises ayant mis en place des plans à long terme ont introduit des critères de performance pour l'attribution définitive.
- 68 % tiennent compte de la performance environnementale ou sociale dans la rémunération variable.
- 40 % indiquent le degré de réalisation des objectifs pour le bonus annuel.
- L'engagement a permis plusieurs améliorations, notamment en matière de transparence et de structure de la rémunération. Malgré ces progrès, les montants attribués sont repartis à la hausse au cours des dernières années sous l'influence d'une forte augmentation des rémunérations en Amérique du Nord.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



- 1. Lettre à la présidence du conseil d'administration
- 2. Contact direct avec l'entreprise
- 3. L'entreprise accepte l'enjeu et est ouverte au dialogue
- 4. L'entreprise développe une stratégie sérieuse sur l'enjeu
- 5. L'enjeu est traité et des mesures convaincantes sont mises en place

REPORTING ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 13 : Lutte contre le changement climatique

PRINCIPES UNGC

Principe 7 : approche de précaution face aux défis environnementaux

Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale

RÉSUMÉ

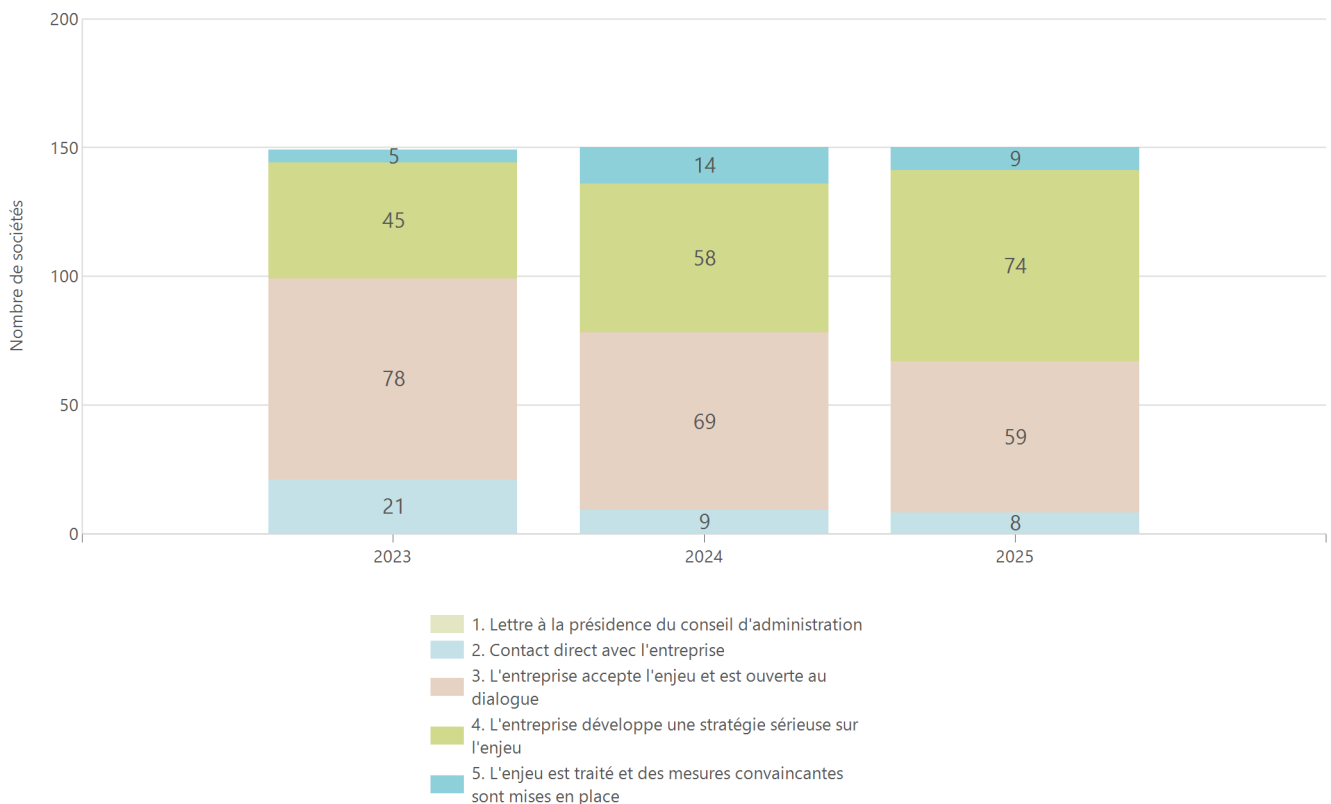
Le reporting environnementale et social est essentiel pour permettre aux investisseurs de juger de la performance extra-financière des sociétés. Cela forme une base indispensable de la décision d'investissement et pour juger de la manière dont les instances des sociétés gèrent ces enjeux. Suite au refus de l'initiative pour les multinationales responsables en novembre 2020, le contre-projet « Transparence sur les questions non financières » entrera en vigueur vraisemblablement en 2024 pour l'exercice 2023. Il imposera une transparence des entreprises en matière environnementale et sociale. Même si une partie des attentes d'Ethos en matière de reporting extra-financier sera remplie avec le contre-projet, le thème restera cependant pertinent. En effet, le texte de loi ne recommande pas d'appliquer un standard reconnu et de faire vérifier les informations par un organisme externe.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 87 % des entreprises atteignent une transparence jugée satisfaisante.
- 60 % soumettent leur rapport de durabilité à une vérification externe.
- 124 entreprises ont soumis leur rapport de durabilité à l'approbation de l'actionariat.
- Les effets des récents changements législatifs se confirment en matière de transparence. L'audit externe des rapports de durabilité est en nette progression. Cependant, la qualité des rapports varie considérablement d'une entreprise à l'autre.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



RESPONSABILITÉ FISCALE DES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 11 : Villes et communautés durables

SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 10 : lutte contre la corruption

RÉSUMÉ

Le dialogue se base sur les 5 attentes d'Ethos en matière de responsabilité fiscale qui ont été envoyées fin 2018 aux présidents des conseils d'administration des 150 plus grandes sociétés du SPI :

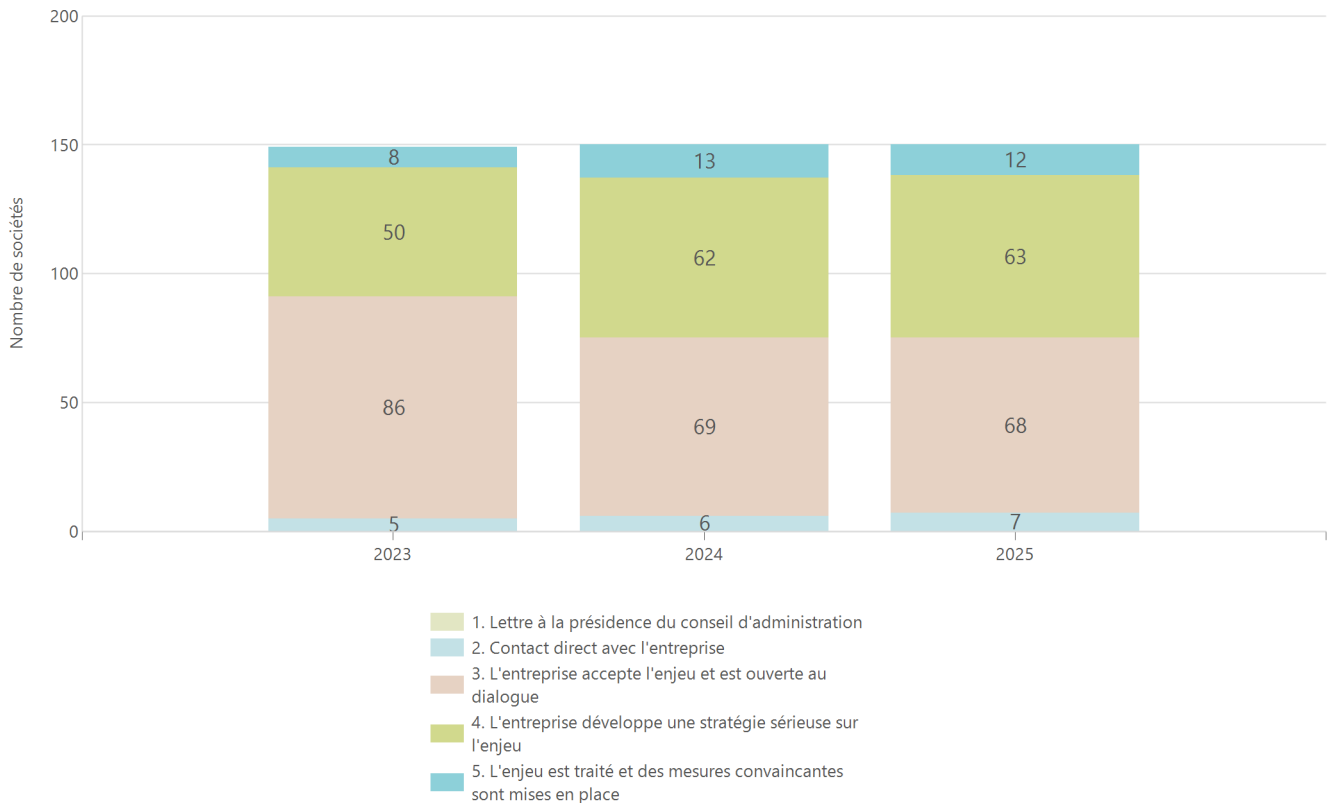
1. La responsabilité de la stratégie fiscale est du ressort du conseil d'administration
2. Les principes de responsabilité fiscale sont intégrés dans le code de conduite de l'entreprise ou dans un document spécifique présentant la politique de l'entreprise en matière fiscale (tax policy)
3. La société paie ses impôts là où la valeur économique est générée
4. Les opérations intra-groupe sont réalisées aux conditions du marché
5. La société publie le montant des impôts versés, pays par pays.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 60 entreprises indiquent que les opérations intra-groupes sont réalisées aux conditions du marché.
- 44 entreprises indiquent clairement que la responsabilité de la stratégie fiscale est du ressort du conseil d'administration.
- Seules 3 entreprises publient le montant des impôts versés pays par pays.
- La directive européenne sur la déclaration fiscale pays par pays devrait inciter les entreprises suisses à renforcer leur transparence. Ethos poursuivra le dialogue avec les entreprises suisses afin de surveiller la mise en œuvre de ces nouvelles obligations.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



RESPONSABILITÉ NUMÉRIQUE DES ENTREPRISES SUISSES

SDG

SDG 3 : Bonne santé et bien-être
SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 6 : élimination de toute discrimination en matière d'emploi
Principe 9 : promotion de technologies respectueuses de l'environnement

RÉSUMÉ

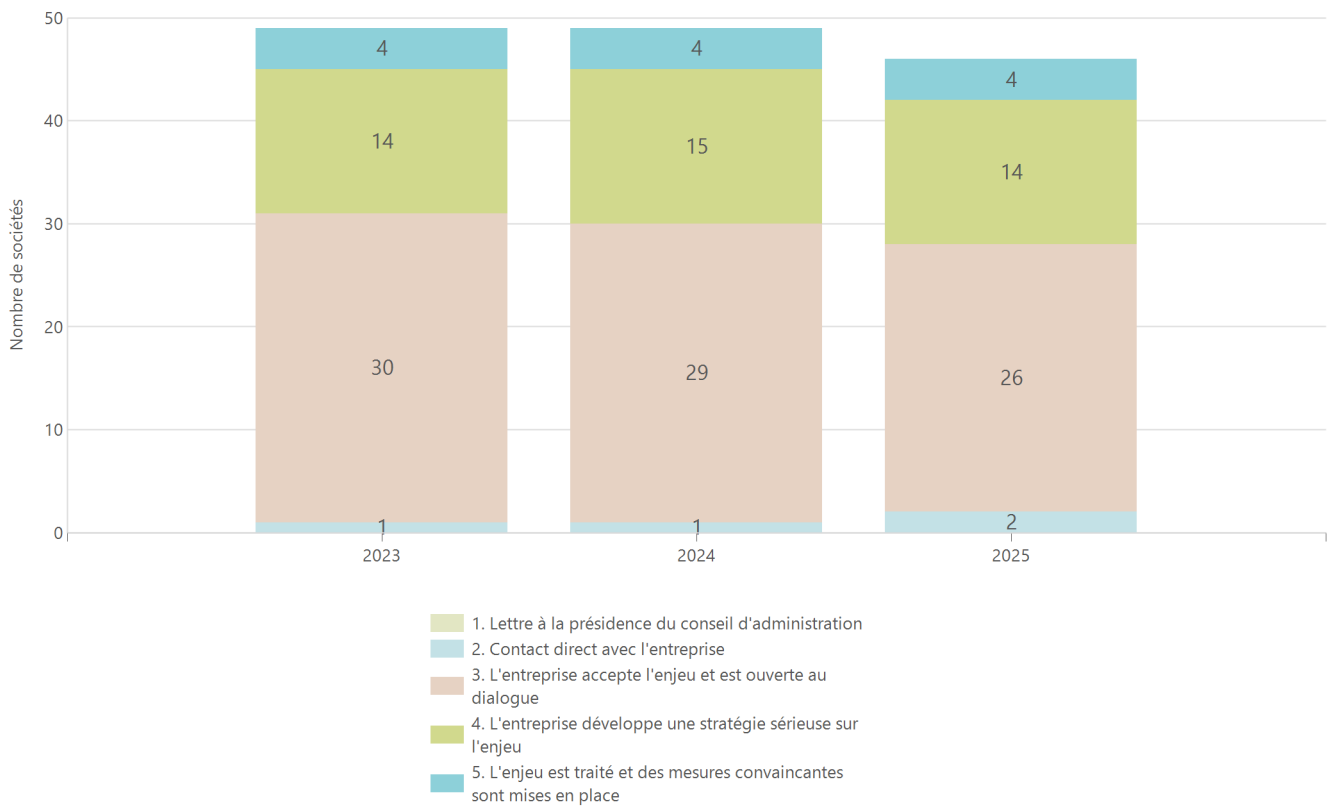
La révolution numérique ouvre de nouveaux défis pour les entreprises et leurs actionnaires. De nombreux scandales, dont notamment l'affaire Cambridge Analytica, ont mis en lumière les abus qui peuvent résulter de l'exploitation des données privées à des fins commerciales et politiques. Cela implique de nouveaux risques éthiques, juridiques, financiers et de réputation pour les entreprises. Il existe aujourd'hui un besoin de créer de la confiance entre les différentes parties prenantes et les entreprises. C'est à ce titre que le concept de la responsabilité numérique des entreprises (Corporate Digital Responsibility) a été développé.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- 53 % des entreprises du SMI Expanded disposent d'un « Chief Digital Officer » ou d'un poste équivalent.
- 90 % disposent d'une stratégie de cybersécurité.
- 16 % ont adopté des principes pour l'utilisation éthique de l'IA.
- L'élaboration et la publication d'une politique en matière de responsabilité numérique et d'utilisation éthique de l'IA nécessite encore des efforts. Seules 6 % des entreprises du SMI Expanded ont publié des principes complets en matière de responsabilité numérique en 2025 .

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT



SÉPARATION DES FONCTIONS DES PRÉSIDENTENCES DES DIRECTIONS GÉNÉRALES ET DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DANS LES SOCIÉTÉS SUISSES

SDG

SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces

PRINCIPES UNGC

Principe 10 : lutte contre la corruption

RÉSUMÉ

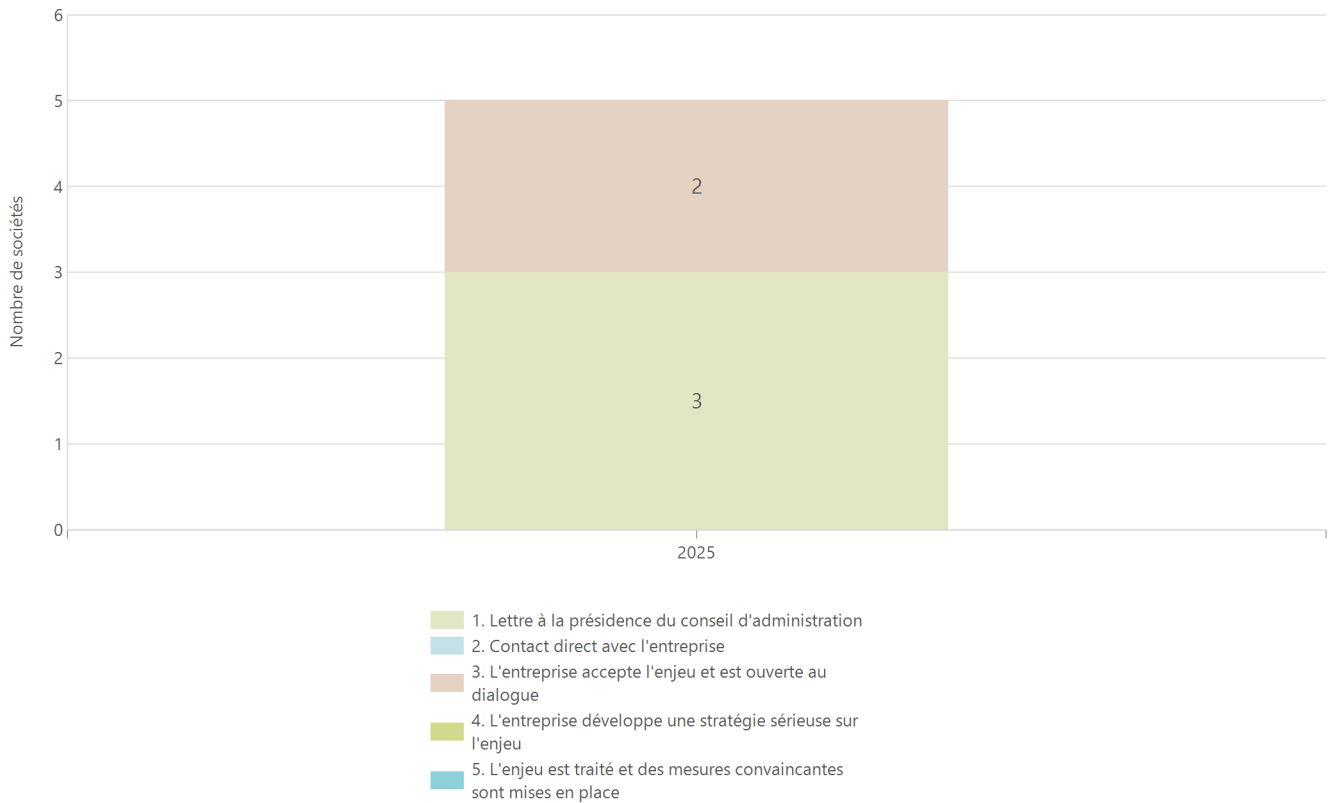
Cette combinaison des deux rôles clés est contraire aux bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise car elle empêche une supervision efficace de la direction générale par le conseil d'administration.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- La majorité des sociétés visées par cette campagne sont contrôlées par un actionnaire majoritaire. En raison de l'importance de la séparation entre la présidence du conseil d'administration et la direction générale, Ethos entend néanmoins poursuivre son engagement en 2026.

PROGRESSION DE L'ENGAGEMENT





INSTANCES RÉGULATRICES

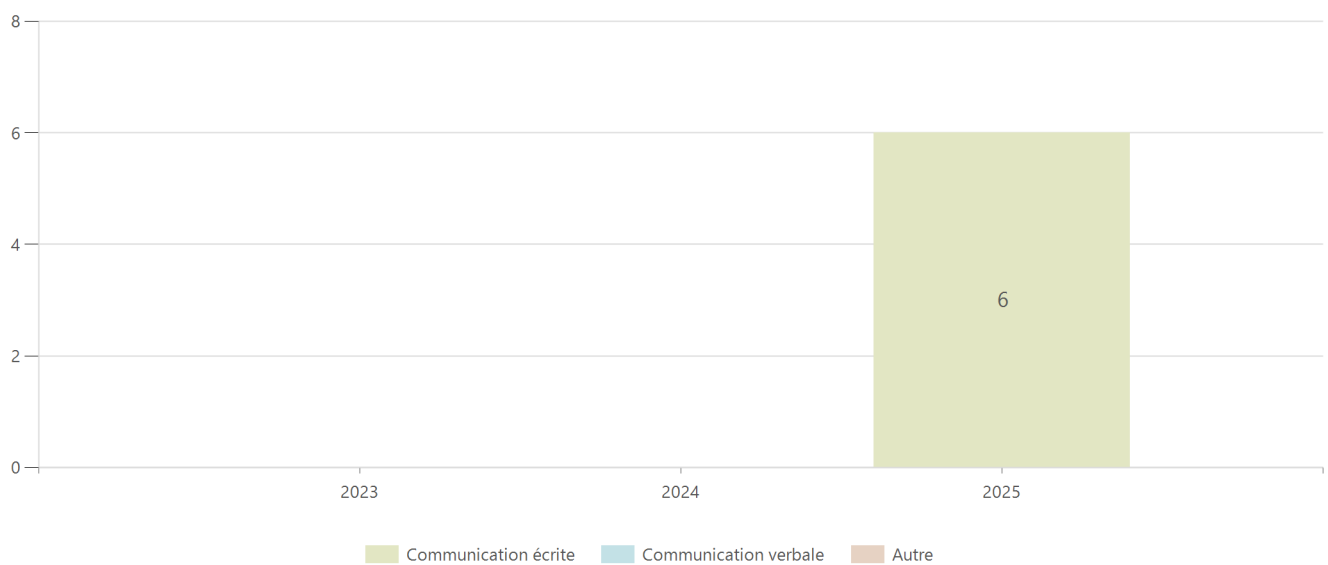
5. INSTANCES RÉGULATRICES

5.1 CAMPAGNES D'ENGAGEMENT AVEC DES INSTANCES RÉGULATRICES

NOM DE LA CAMPAGNE	CAMPAGNE SIGNÉE LE
Déclaration d'investisseurs à la Commission européenne sur la potentielle législation "Omnibus" de l'UE	23.01.2025
Déclaration des investisseurs de Belém	16.09.2025
TOTAL 2	

Les campagnes lancées par Ethos sont en gras.

5.2 ACTIONS D'ENGAGEMENT AVEC LES INSTANCES RÉGULATRICES



5.3 DÉTAILS DES CAMPAGNES CONCERNÉES

DÉCLARATION D'INVESTISSEURS À LA COMMISSION EUROPÉENNE SUR LA POTENTIELLE LÉGISLATION "OMNIBUS" DE L'UE

SDG

SDG 6 : Eau propre et assainissement
SDG 7 : Energie propre et d'un coût abordable
SDG 13 : Lutte contre le changement climatique
SDG 14 : Vie aquatique
SDG 15 : Vie terrestre

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme
Principe 7 : approche de précaution face aux défis environnementaux
Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale
Principe 9 : promotion de technologies respectueuses de l'environnement

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels, sous la coordination de l'IIGCC, d'Eurosif et de PRI, exhortera la Commission européenne à maintenir l'ambition et la cohérence du cadre financier durable de l'UE, dans le contexte des discussions en cours sur une possible « législation omnibus » visant à modifier des réglementations clés.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

Ethos a participé à une déclaration d'investisseurs institutionnels adressée à la Commission européenne, alertant sur les risques d'un affaiblissement du cadre réglementaire européen en matière de reporting de durabilité par la législation « Omnibus ». Le périmètre a toutefois été fortement réduit et les échéances de mise en œuvre reportées d'un an ou plus.

DÉCLARATION DES INVESTISSEURS DE BELÉM

SDG

SDG 15 : Vie terrestre

SDG 16 : Paix, justice et institutions efficaces
--

PRINCIPES UNGC

Principe 1 : promotion et respect des droits de l'homme

Principe 2 : lutte contre les violations des droits de l'homme
--

Principe 8 : promotion de la responsabilité environnementale
--

RÉSUMÉ

Un groupe d'investisseurs institutionnels, coordonné par « Rainforest Foundation Norway », « Global Canopy », « Asia Investor Group on Climate Change » (AIGCC) et Ceres, va publier une déclaration d'investisseur avant la conférence sur le climat COP30 au Brésil, appelant à des politiques et des mécanismes financiers globaux afin d'éliminer la déforestation et de s'aligner sur les objectifs en matière de climat et de biodiversité.

APERÇU DES RÉSULTATS

31.12.2025:

- Lors de la conférence, des avancées ont été réalisées sur le financement et les indicateurs pour un objectif mondial d'adaptation et une transition juste. En revanche, aucun accord formel n'a été conclu sur les combustibles fossiles, ni de feuille de route précise arrêtée en matière de déforestation.



ANNEXES

6. MAPPINGS

Veillez noter qu'une activité d'engagement peut concerner plusieurs thèmes. Ethos applique le mapping suivant pour regrouper les thèmes dans les piliers habituels environnement, social et gouvernance.

THÈME
Environnement
Impact environnemental
Changement climatique
Biodiversité
Déforestation
Social
Droits du travail
Santé & sécurité
Respect des droits humains
Gouvernance
Composition et fonctionnement du CA
Rémunération
Droits des actionnaires
Autres sujets relatifs à la gouvernance
Diversité
Code de conduite
Ethique des affaires
Responsabilité fiscale
Responsabilité numérique
Stratégie de durabilité
Reporting ES
Disponibilité des politiques ESG
Lobbying

Ethos applique le mapping suivant pour regrouper les type d'actions dans les catégories habituelles écrite, verbale ou autre.

TYPE D'ACTION
Communication écrite
E-mail
Lettre
Déclaration des investisseurs
Communiqué de presse
Résolution d'actionnaire
Autre
Communication verbale
Visite
Conférence téléphonique
Téléphone
Déclaration à l'AG
Autre
Indéfini
Analyse/rapport public
Rapport Ethos envoyé

Disclaimer:

This report has been generated on Ethos' eServices platform, using proprietary environmental, social and governance evaluations. The information provided in this report cannot be guaranteed accurate nor complete as it is subject to, amongst other, the client's self-managed customisations, such as exclusion thresholds or portfolio composition. Ethos reporting and evaluations are based on information gathered from sources available to investors and the general public (e.g. specific reports by dedicated agencies, websites) as well as data from specialised ESG data providers (such as Sustainalytics, Trucost and RepRisk). Ethos processes the information received and establishes ratings based on its own methodology. The reports and ratings are intended to help investors (members or clients of Ethos or any other potential users) make informed decisions but cannot, in any way, be considered as a portfolio investment tool or advice for investing in securities. The information and data presented in this document are not to be considered as an offer or solicitation to buy, sell or subscribe to any securities or financial instruments. Information, opinions and estimates contained in this document reflect a judgment at the original date of publication and are subject to change without notice.

© Ethos. All rights reserved. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data is prohibited.